

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ DE TOURS
Séance du 31 janvier 2022**DÉLIBÉRATION n°2022-03**

Le conseil d'administration s'est réuni le lundi 31 janvier 2022 en séance plénière, sur convocation du Président de l'université, adressée le vendredi 21 janvier 2022.

Point de l'ordre du jour :

4.1. Modification des statuts de l'université.

.....

Vu le code de l'éducation,

Vu les statuts de l'université de Tours,

Vu la proposition du groupe de travail constitué de membres du conseil d'administration et du conseil académique,

Exposé de la décision :

Conformément à la mission qui lui a été assignée par le conseil d'administration, le groupe de travail mis en place pour la révision des statuts propose plusieurs modifications des statuts afin principalement de les mettre en conformité avec la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance et la loi n°2020-1676 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur.

Proposition de décision soumise au conseil :

- approbation des modifications des statuts de l'université.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration approuve la présente délibération, comme suit :

Nombre de membres constituant le conseil :	36
Quorum :	18
Nombre de membres participant à la délibération :	27
Abstentions :	0
Votes exprimés :	27
Pour :	27
Contre :	0

Pièces jointes :

- statuts de l'université modifiés ;

- tableau de concordance des modifications des articles 5, 8-1, 8-2, 11, 15, 16, 19, 27 des statuts.

Fait à Tours, le 1^{er} février 2022

STATUTS



SOMMAIRE

I. MISSIONS	1
II. STRUCTURES.....	3
III. ORGANISATION	4
III.1. LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ	4
III.2. LE BUREAU.....	6
III.3. LE CONSEIL DES DIRECTEURS DE COMPOSANTE	6
III.4. LES CONSEILS DE L'UNIVERSITÉ.....	6
III.4.1. Dispositions communes relatives à la désignation des membres et au fonctionnement des conseils	6
III.4.2. le conseil d'administration	8
III.4.3. Le conseil académique.....	11
III.5. LE COMITÉ TECHNIQUE.....	16
IV. LE CONGRÈS	17
V. MODIFICATION DES STATUTS ET DISPOSITIONS DIVERSES	18
VI. LISTE DES RÉVISIONS DES STATUTS ET ANNEXE.....	18

I. MISSIONS

Article 1^{ER} :

L'Université de Tours est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Elle a son siège à Tours, relève de l'académie d'Orléans-Tours et dispose d'une antenne à Blois.

Par décision du conseil d'administration, des antennes de l'Université de Tours peuvent être établies en tout autre lieu.

Article 2 :

L'Université de Tours a pour missions fondamentales d'assurer le progrès et la diffusion de la connaissance, d'assurer une formation scientifique, culturelle et professionnelle préparant notamment à l'insertion professionnelle, de développer la recherche scientifique et technologique, et d'en valoriser les résultats. Ses missions s'inscrivent dans les cadres européen et international.

Article 3 :

L'Université de Tours définit sa politique de formation, de recherche et de documentation dans le cadre de la politique et de la réglementation nationale et dans le respect de ses engagements contractuels.

Article 4 :

L'Université de Tours est constituée par un ensemble de composantes, d'unités de recherche et de services propres à assurer la réalisation de ses objectifs.

Article 5 :

Pour atteindre ses objectifs, l'Université de Tours propose, en mettant en œuvre les voies et moyens définis dans les présents statuts, de réaliser les actions suivantes :

- accueillir les étudiants, concourir à leur orientation et à leur insertion professionnelle ;
- assurer la formation tout au long de la vie par la formation initiale, la formation continue et la formation par apprentissage ainsi que par la validation des acquis de l'expérience et la promotion sociale, en lien notamment avec les milieux socio-professionnels ;
- participer à la formation des maîtres et des formateurs, ainsi qu'à la recherche pédagogique en liaison avec le rectorat de l'académie d'Orléans-Tours et **l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation** ;

- accueillir et former les doctorants au sein des écoles doctorales ;
- développer et valoriser la recherche fondamentale, la recherche appliquée et la recherche technologique ; participer aux politiques régionales, nationales et internationales de développement scientifique et technologique en liaison avec les organismes nationaux de recherche ;
- assurer le fonctionnement des unités et centres de recherche existants et contribuer à leur évolution en accord avec la politique scientifique de l'Université;
- prendre toutes initiatives pour organiser et développer la coopération universitaire internationale dans les domaines de la formation et de la recherche ;
- favoriser le développement de bourses d'études, de stages et de recherches ;
- favoriser le rayonnement culturel, en organisant une action culturelle, harmonisée avec les activités locales ou régionales existantes ;
- encourager les pratiques sportives, en permettant l'accès du plus grand nombre à celles-ci et en développant leur intégration dans les cursus ;
- promouvoir les actions de prévention et d'éducation à la santé et faciliter l'accès aux soins ;
- développer l'égalité des chances et la diversité dans l'enseignement supérieur, et lutter contre toutes les formes de discriminations ;
- mettre en œuvre une politique active d'accueil et d'accompagnement des étudiants et des personnels en situation de handicap ;
- intégrer la dimension de l'égalité entre les femmes et les hommes, développer la mixité dans ses différentes instances et tendre vers la parité.

Article 6 :

Pour mettre en œuvre les activités mentionnées ci-dessus et les harmoniser avec celles d'autres partenaires publics ou privés, l'Université de Tours favorise le développement de coopérations avec les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Elle peut conclure, dans les conditions définies par le code de l'éducation, tout partenariat, afin d'exercer en commun des activités de caractère scientifique, technique, professionnel, éducatif et culturel ou de gérer des équipements ou des services d'intérêt commun.

Article 7 :

L'Université de Tours met en œuvre, en liaison avec ses divers partenaires, une politique de valorisation de la recherche s'appliquant à l'ensemble des secteurs économiques. Elle peut assurer par voie de convention des prestations de service à titre onéreux, exploiter des brevets et licences, commercialiser les produits de ses activités, prendre des participations et créer des filiales.

Elle diffuse la culture scientifique et technique notamment par les Presses universitaires François-Rabelais, par des périodiques et en organisant des conférences, des colloques, des

séminaires ouverts à différents publics, notamment dans le cadre de l'Université du temps libre.

II. STRUCTURES

Article 8 :

En application de l'article L. 713-1 du code de l'éducation et en vue des objectifs définis ci-dessus, l'Université de Tours est formée des composantes et services communs suivants :

Article 8-1 : Composantes

- UFR Arts et Sciences Humaines ;
- UFR Droit, Économie et Sciences Sociales ;
- UFR Centre d'Études Supérieures de la Renaissance ;
- UFR Lettres et Langues ;
- UFR Médecine ;
- UFR Sciences et Techniques ;
- UFR Sciences Pharmaceutiques ;
- Institut Universitaire de Technologie de Blois ;
- Institut Universitaire de Technologie de Tours ;
- École Polytechnique de l'Université de Tours.

Les nouvelles composantes, laboratoires ou centres de recherche sont créés par délibération du conseil d'administration après avis du comité technique et du conseil académique.

Chaque composante détermine elle-même ses propres statuts, qui mentionneront notamment la composition de son conseil, son organisation et son fonctionnement. Ces statuts sont approuvés par le conseil de la composante puis par le conseil d'administration.

Article 8-2 : Services Communs

- Service commun universitaire d'accueil, d'orientation et d'insertion professionnelle des étudiants ; il prend le nom de maison de l'orientation et de l'insertion professionnelle ;
- Service de santé universitaire ;
- Service commun de documentation ;
- Service commun chargé du développement de la formation continue ;
- Service universitaire des activités physiques et sportives.

Le fonctionnement de chaque service commun est déterminé par les dispositions réglementaires qui lui sont applicables et par ses statuts adoptés par le conseil d'administration de l'établissement.

III. ORGANISATION

Article 9 :

L'Université de Tours est dirigée par un président élu et administrée par deux conseils élus, le conseil d'administration et le conseil académique.

III.1. LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Article 10 :

Le Président de l'Université est élu conformément aux dispositions du Code de l'éducation et du règlement intérieur de l'Université de Tours.

Dans le cas où le président cesse son mandat, pour quelque raison que ce soit, un nouveau président est élu pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir. L'élection se tient dans le délai de trois mois à compter de la vacance. Pendant cette période, les titulaires des délégations consenties par le président avant la vacance restent investis de ces délégations jusqu'à l'élection du nouveau président.

Les fonctions de président sont incompatibles avec celles de membre élu du conseil académique, de directeur d'une composante ou de toute autre structure interne à l'établissement, ainsi qu'avec celles de dirigeant exécutif de tout établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel ou de l'une de ses composantes ou structures internes.

Article 11 :

Le président dirige l'Université. Il préside le conseil d'administration et le conseil des directeurs de composante. Il en prépare et exécute les délibérations.

Il prépare et met en œuvre le contrat d'établissement.

Il représente l'Université à l'égard des tiers ainsi qu'en justice, conclut les accords, contrats et conventions.

Il est ordonnateur des recettes et des dépenses.

Il a autorité sur l'ensemble des personnels de l'établissement. Il est seul compétent pour autoriser le recrutement de personnels contractuels. Il affecte dans les différents services et composantes de l'Université les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, et de service. Sauf dispositions législatives contraires, aucune affectation de ces personnels ne peut être prononcée s'il émet un avis défavorable motivé, après avis de la commission paritaire d'établissement réunie dans la formation restreinte compétente pour en connaître. Ces dispositions ne sont pas applicables à la première affectation des ingénieurs, administratifs, techniques, et de service recrutés par concours externe ou interne lorsque leurs statuts particuliers prévoient une période de stage.

Il nomme les différents jurys. Il peut proposer au Conseil d'administration une délibération confiant cette compétence aux directeurs de composante pour les jurys d'examen relevant de leur composante.

Il est responsable du maintien de l'ordre et peut faire appel à la force publique. Il peut déléguer cette compétence dans le respect des conditions posées à l'article R. 712-4 du Code de l'éducation.

Il est responsable de la sécurité dans l'enceinte de l'établissement et assure le suivi des recommandations du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail permettant d'assurer la sécurité du personnel et des usagers accueillis dans les locaux.

Il veille à l'accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées, étudiants et personnels de l'Université.

Il installe, sur proposition conjointe du conseil d'administration et du conseil académique, une mission « égalité entre les hommes et les femmes ». Il présente chaque année au conseil d'administration un rapport sur l'exécution du plan d'action pluriannuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Ce rapport est transmis, après approbation par le conseil d'administration, aux ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi qu'au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Il présente chaque année au conseil d'administration un rapport sur l'évolution de la situation professionnelle des personnes auxquelles l'Université a délivré le diplôme national de doctorat dans les cinq années précédentes. Ce rapport est transmis, après approbation par le conseil d'administration, aux ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche et au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Il exerce, au nom de l'Université, les compétences de gestion et d'administration qui ne sont pas attribuées à une autre autorité par la loi et le règlement.

Il présente chaque année devant le conseil d'administration, pour adoption, un bilan et un projet.

Le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses attributions au président. Celui-ci rend compte régulièrement au conseil d'administration des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Le président peut déléguer sa signature à des agents placés sous son autorité. Il peut déléguer une partie de ses pouvoirs aux agents placés sous son autorité désignés pour exercer des fonctions de responsabilité administrative, scientifique ou pédagogique au sein de l'établissement, d'une composante ou d'une unité de recherche. Ces agents peuvent déléguer leur signature à des agents placés sous leur autorité.

Le président peut suspendre pendant un délai d'un mois la transmission prévue à l'article L. 719-7 des délibérations des commissions du conseil académique présentant un caractère réglementaire qui lui paraissent entachées d'illégalité de nature à porter gravement atteinte au fonctionnement de l'établissement ou aux modalités de délivrance des diplômes de l'enseignement supérieur. Dans ces cas, le président soumet une nouvelle proposition aux commissions qui délibèrent dans un délai qui ne peut être inférieur à huit jours ni supérieur à un mois. À défaut de nouvelle délibération ou s'il n'a pas été remédié par la nouvelle

délibération aux irrégularités ayant motivé la suspension de la transmission, le président en informe l'autorité académique, qui arrête la décision.

III.2. LE BUREAU

Article 12 :

Le bureau, élu par le conseil d'administration sur proposition du Président de l'Université, est composé des vice-présidents ainsi que du président du conseil académique.

Le conseil d'administration élit les vice-présidents conformément à l'article 17 des présents statuts, sur proposition du président.

Le mandat des vice-présidents expire au plus tard à l'échéance du mandat du Président de l'Université.

Les fonctions de vice-président et de président du conseil académique de l'Université sont incompatibles avec celles de directeur de composante, ainsi qu'avec celles d'exécutif de tout établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel ou de l'une de ses composantes ou structures internes.

III.3. LE CONSEIL DES DIRECTEURS DE COMPOSANTE

Article 13 :

Le conseil des directeurs de composante est composé du Président de l'Université et des directeurs de composante.

Les membres du bureau sont invités permanents.

Les directeurs ou directeurs-adjoints des écoles doctorales, en poste à l'Université de Tours, siègent à titre consultatif.

Article 14 :

Le conseil des directeurs de composante participe à la préparation et à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et du conseil académique.

III.4. LES CONSEILS DE L'UNIVERSITÉ

III.4.1. Dispositions communes relatives à la désignation des membres et au fonctionnement des conseils

Article 15 :

La désignation des membres des conseils est régie par le code de l'éducation.

Pour l'élection des enseignants-chercheurs au conseil d'administration, chaque liste doit assurer une représentation d'au moins trois des quatre secteurs de formation de l'Université.

Le rattachement s'effectue selon le critère des sections du Conseil national des universités :

- droit, économie et gestion (sections 1 à 6, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- lettres, arts, sciences humaines et sociales (sections 7 à 24, 70 et 71, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- sciences et technologies (sections 25 à 69, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- santé (médecine et pharmacie).

Dans le **collège des usagers**, les listes doivent assurer la représentation d'au moins trois des quatre secteurs de formation de l'Université. Le rattachement s'effectue selon le domaine de formation correspondant au diplôme préparé en inscription principale.

Le mandat des élus des représentants des personnels est de quatre ans. Le mandat des élus des représentants des usagers est de deux ans.

Les membres des conseils siègent valablement jusqu'à la désignation de leurs successeurs.

Sous réserve de l'alinéa suivant, le mandat des membres des conseils court à compter de la date de publication des résultats des élections.

Le mandat des membres du conseil d'administration court à compter de la première réunion convoquée pour l'élection du président.

En cas de perte de la qualité pour laquelle la personne a été élue, de démission, de cessation de fonction ou pour toute autre cause, il est procédé par décision du Président à la désignation d'un suivant de liste qui est le premier non élu au sein de la liste de candidats à laquelle appartenait l'ancien élu. La personne désignée exerce les fonctions d'élu pour la durée du mandat restant à courir. Lorsqu'un représentant du collège des usagers cesse ses fonctions, la personne exerçant les fonctions de suppléant est nommée titulaire. La personne ainsi désignée exerce les fonctions d'élu pour la durée du mandat restant à courir. Le premier non élu de la liste de candidats à laquelle appartenait l'ancien élu devient alors suppléant dans l'ordre de présentation de la liste.

En cas de vacance d'un siège, un nouveau membre est désigné pour la durée du mandat restant à courir, sauf si la vacance intervient moins de six mois avant le terme du mandat.

Les élections sont organisées par le président, assisté par le comité électoral consultatif, qui est constitué comme suit :

- Le ou la vice-président.e du conseil d'administration, président.e du comité ;
- Le ou la représentant.e du Recteur d'Académie ;
- Le directeur ou la directrice des affaires juridiques ;
- Le directeur ou la directrice des ressources humaines ;
- Le ou la directrice de la vie étudiante ;
- des représentant.e.s des personnels et usagers désignés par et parmi chaque liste représentée au conseil d'administration.
- Les délégué.e.s des listes des candidats lorsqu'ils sont connus.

Le secrétariat du comité électoral consultatif est assuré par la direction des affaires juridiques **et du patrimoine**.

Article 16 :

Les personnalités extérieures sont désignées conformément aux dispositions **des articles L. 712-3, L. 719-3 et D. 719-42** et suivants du code de l'éducation. Leur mandat est de quatre ans. **Il débute à compter de leur désignation, sauf pour les personnalités extérieures siégeant au conseil d'administration, dont le mandat court à compter de la première réunion convoquée pour l'élection du président, et se termine avec le mandat des représentants élus des personnels.**

Toute personne pouvant disposer d'un droit de vote pour élire ses représentants au sein d'une instance délibérative interne à l'Université ne peut être désignée en qualité de personnalité extérieure.

Article 17 :

Les séances des conseils ne sont pas publiques.

Les conseils peuvent se réunir en séance extraordinaire à la demande du Président de l'Université ou sur demande écrite du tiers des membres du conseil concerné.

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, la moitié des membres doivent être présents ou représentés pour la validité des délibérations. Lorsque le quorum n'est pas atteint, il peut être procédé à une nouvelle convocation du conseil qui siège alors, sans condition de quorum, dans un délai de cinq jours au moins.

Les procurations de vote sont autorisées dans la limite de deux procurations par membre du conseil concerné. Sauf dispositions réglementaires contraires, les procurations peuvent être données sans distinction de collège électoral. Lorsqu'un représentant titulaire et son suppléant ne peuvent siéger, le représentant titulaire peut alors donner procuration.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés sauf lorsque le code de l'éducation ou les textes pris pour son application en disposent autrement.

Les comptes rendus sont diffusés, après approbation, à l'ensemble des conseillers, puis rendus publics sauf lorsqu'il s'agit de questions individuelles.

III.4.2. Le conseil d'administration

Article 18 :

Le conseil d'administration est composé de 36 membres répartis de la manière suivante :

Professeurs et personnels assimilés	8
Autres enseignants et assimilés	8

Personnalités extérieures	8
Étudiants et bénéficiaires de la formation continue	6
Personnels de bibliothèque, ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, de service et de santé	6
Total	36

Le nombre est porté à 37 lorsque le président est choisi en dehors du conseil d'administration.

Trois sièges sont réservés aux représentants des collectivités territoriales :

- un pour la région Centre ;
- un pour le département d'Indre-et-Loire ;
- un pour Tours Métropole.

Un siège est réservé à un organisme de recherche entretenant des relations de coopération avec l'Université. Préalablement à la tenue du conseil d'administration devant procéder à la désignation des personnalités extérieures, l'Université demande aux organismes de recherche avec lesquelles elle entretient des relations de coopération (CEA, CNRS, CHRU, Inrae et Inserm) de s'entendre afin de désigner leur représentant au conseil d'administration. A défaut d'entente, la désignation s'effectue par tirage au sort.

Siègent à titre consultatif :

- les membres du bureau et les directeurs de composante non membres élus du conseil ;
- le directeur général des services et l'agent comptable de l'Université, membres de droit ;
- les adjoints au directeur général des services de l'Université ;
- le directeur des ressources humaines ;
- le directeur des services financiers ;
- le directeur du service commun de documentation ;
- le directeur du centre régional des œuvres scolaires et universitaires d'Orléans-Tours ou son représentant le directeur du centre local des œuvres scolaires et universitaires de Tours

Le Président de l'Université peut inviter aux séances toute personne dont la présence paraît nécessaire ou utile au déroulement des travaux du conseil.

Article 19 :

Le conseil d'administration détermine la politique de l'Université.

Il approuve le contrat d'établissement de l'Université.

Il vote le budget et approuve les comptes.

Il approuve les accords et les conventions signés par le président et, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, les prises de participation, les créations de filiales et de fondations prévues à l'article L.719-12, l'acceptation de dons et legs et les acquisitions et cessions immobilières.

Il adopte le règlement intérieur de l'Université.

Il fixe, sur proposition du Président de l'Université et dans le respect des priorités nationales, la répartition des emplois alloués à l'Université ou créés par elle.

Il autorise le président à engager toute action en justice.

Il approuve le rapport annuel d'activité, qui comprend un bilan et un projet, présenté par le président.

Il approuve le bilan social présenté chaque année par le président, après avis du comité technique mentionné à l'article L. 951-1-1. Ce bilan présente l'évolution de l'équilibre entre les emplois titulaires et contractuels et les actions entreprises en faveur de la résorption de la précarité au sein des personnels de l'établissement. Les données et résultats de ce bilan sont examinés au regard des objectifs de gestion prévisionnelle des ressources humaines précisés par le contrat mentionné à l'article L. 711-1.

Il fixe les règles de recrutement, d'avancement et plus généralement les conditions d'emploi des différentes catégories de personnels de l'Université ne relevant pas d'un statut national.

Il délibère sur toutes les questions que lui soumet le président, au vu notamment des avis et vœux émis par le conseil académique, et approuve les décisions de ce dernier.

Il adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap proposé par le conseil académique et le plan d'action pluriannuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Chaque année, le président présente au conseil d'administration un rapport d'exécution de ce schéma et de ce plan d'action, assorti d'indicateurs de résultats et de suivi.

Il débat des orientations stratégiques de la coordination territoriale, ainsi que les projets qui donnent lieu à un financement de l'Université et qui seront portés par les représentants de l'Université au sein de l'instance délibérative de la coordination territoriale.

Il peut déléguer certaines de ses attributions, notamment financières, au président qui rend compte régulièrement au conseil des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Article 20 :

Sous réserve des dispositions statutaires relatives à la première affectation des personnels recrutés par concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur, aucune affectation d'un candidat à un emploi d'enseignant-chercheur ne peut être prononcée si le conseil d'administration, en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés, émet un avis défavorable motivé.

Article 21 :

Le conseil est assisté, pour traiter des questions relatives à l'organisation de l'Université et aux conditions de travail du personnel d'un comité technique et d'un comité de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail.

Le conseil est assisté, pour traiter des questions relatives à la gestion individuelle et collective des personnels de bibliothèque, ingénieurs, administratifs, techniques, de service et de santé, d'une commission paritaire d'établissement.

Article 22 :

Le conseil d'administration peut en outre créer des commissions destinées à assister le conseil et le président dans leurs missions. La composition, les attributions ainsi que les modalités de fonctionnement de ces commissions sont définies dans une annexe aux présents statuts.

III.4.3. Le conseil académique

Article 23 :

Le conseil académique regroupe les membres de la commission de la recherche mentionnée à l'article L712-5 du code de l'éducation et de la commission de la formation et de la vie étudiante mentionnée à l'article L712-6 dudit code.

Le Président de l'Université assiste au conseil académique à titre consultatif. Il ne peut y assister lorsque ce dernier siège en formation restreinte aux enseignants-chercheurs.

La composition du conseil assure la représentation des quatre grands secteurs de formation et de recherche au sein de l'Université. Le rattachement s'effectue selon le critère des sections du Conseil national des universités :

- droit, économie et gestion (sections 1 à 6, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- lettres, arts, sciences humaines et sociales (sections 7 à 24, 70 et 71, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- sciences et technologies (sections 25 à 69, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- santé (médecine et pharmacie).

Pour les usagers, le rattachement s'effectue selon le domaine de formation correspondant au diplôme préparé en inscription principale.

Article 24 :

Le conseil académique, ainsi que sa formation restreinte aux enseignants-chercheurs, sont présidés par un professeur des universités.

Le président du conseil académique dispose d'une voix délibérative au sein du conseil académique et au sein de chacune des deux commissions du conseil académique

(commission de la recherche et commission de la formation et de la vie universitaire) qu'il préside également. En cas de partage égal des voix, il a voix prépondérante.

Dans un délai de deux mois suivant l'élection du Président de l'Université, il est procédé à l'élection du président du conseil académique. Il est élu parmi les membres du conseil académique, sur proposition du Président de l'Université, à la majorité absolue des membres du CAC.

Si, au terme de deux tours, le président n'a pu être élu, l'élection est reportée et le Président de l'Université propose un autre candidat, élu selon les modalités énoncées à l'alinéa précédent.

Dans l'attente de l'élection du président du conseil académique selon les modalités énoncées aux précédents alinéas ou en cas de vacance de la fonction, la présidence dudit conseil est assurée par le président du conseil d'administration de l'Université, sans droit de vote.

Le mandat du président du conseil académique expire au plus tard à l'échéance du mandat des représentants élus des personnels du conseil académique.

Lorsque le président du conseil académique ne peut siéger, les membres du conseil académique élisent en leur sein un président de séance.

Article 25 :

Le vice-président étudiant du conseil académique est élu par le conseil académique parmi les représentants titulaires du collège « étudiants et bénéficiaires de la formation continue » du conseil académique.

La majorité absolue des membres présents et représentés est requise au premier tour, la majorité relative au second tour.

Le vice-président étudiant du conseil académique est élu pour deux ans. Son mandat prend fin avec le mandat des élus du collège auquel il appartient. En cas de vacance, une élection est organisée pour pourvoir la vice-présidence jusqu'au terme du mandat.

Le vice-président étudiant du conseil académique est chargé des questions relatives aux études et à la vie de l'étudiant en lien avec les centres régional et local des œuvres universitaires et scolaires.

Article 26 : Composition de la commission de la recherche

La commission de la recherche est composée de 40 membres répartis de la manière suivante :

Professeurs et personnels assimilés	Secteur 1 : Disciplines juridiques, économiques et de gestion : 2	14
	Secteur 2 : Lettres, sciences humaines et sociales : 3	
	Secteur 3 : Sciences et Technologies : 3	
	Secteur 4 : Disciplines de santé : 6	

Autres personnels habilités à diriger des recherches	Secteur 1 : Disciplines juridiques, économiques et de gestion : 1	5
	Secteur 2 : Lettres, sciences humaines et sociales : 1	
	Secteur 3 : Sciences et Technologies : 2	
	Secteur 4 : Disciplines de Santé : 1	
Docteurs (nouveau régime), docteurs de 3 ^{ème} cycle et docteurs ingénieurs n'appartenant pas aux collèges précédents	Secteur 1 : Disciplines juridiques, économiques et de gestion : 1	7
	Secteur 2 : Lettres, sciences humaines et sociales : 3	
	Secteur 3 : Sciences et Technologies : 2	
	Secteur 4 : Disciplines de Santé : 1	
Autres enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés		1
Ingénieurs et techniciens n'appartenant pas aux collèges précédents		2
Autres personnels		1
Étudiants de doctorat	Secteur 1 : Disciplines juridiques, économiques et de gestion : 1	4
	Secteur 2 : Lettres, sciences humaines et sociales : 1	
	Secteur 3 : Sciences et Technologies : 1	
	Secteur 4 : Disciplines de Santé : 1	
Personnalités extérieures	Représentants d'organismes de recherche : 1	6
	Représentant d'une association scientifique ou culturelle : 2	
	Représentant du CHRU : 1	
	Personnalité désignée à titre personnel : 2	
Total		40

Le nombre total de membres de la commission de la recherche est augmenté d'une unité si le président du conseil académique n'est pas un membre élu de ladite commission.

Au titre des personnalités désignées par la Commission de la recherche à titre personnel, deux personnes seront proposées par le/la Vice-Président.e en charge de la Recherche. Les candidatures proposées feront chacune l'objet d'un vote en Commission de la recherche à la majorité absolue de ses membres. Si un candidat n'obtient pas la majorité absolue, le/la Vice-Président.e en charge de la Recherche propose un nouveau candidat.

L'élection des personnalités extérieures nommées à titre personnel permet de faire respecter la parité entre les femmes et les hommes au sein de la catégorie des personnalités extérieures. A défaut, il est fait recours au procédé prévu à l'article D. 719-47-4 du Code de l'éducation.

Article 27 : Composition de la commission de la formation et de la vie universitaire

La commission de la formation et de la vie universitaire est composée de 40 membres répartis de la manière suivante :

Professeurs et personnels assimilés	Secteur 1 : Disciplines juridiques, économiques et de gestion : 2	8
	Secteur 2 : Lettres, langues et sciences humaines : 2	
	Secteur 3 : Sciences et Technologies : 2	
	Secteur 4 : Disciplines de Santé : 2	
Autres enseignants et assimilés	Secteur 1 : Disciplines juridiques, économiques et de gestion : 2	8
	Secteur 2 : Lettres, langues et sciences humaines : 2	
	Secteur 3 : Sciences et Technologies : 2	
	Secteur 4 : Disciplines de Santé : 2	
Usagers	Secteur 1 : Disciplines juridiques, économiques et de gestion : 3	16
	Secteur 2 : Lettres, sciences humaines et sociales : 5	
	Secteur 3 : Sciences et Technologies : 4	
	Secteur 4 : Disciplines de Santé : 4	
Personnels de bibliothèque, ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, de service et de santé		4
Personnalités extérieures	Représentants d'organismes : 2	4
	Personnalités désignées à titre personnel : 2	
Total		40

Le nombre total de membres de la commission de la formation et de la vie universitaire est augmenté d'une unité si le président du conseil académique n'est pas un membre élu de ladite commission.

Les personnalités extérieures siégeant au sein de la Commission de formation et de la vie universitaire se répartissent comme suit :

Au titre des organismes prévus à l'article L. 719-3, 1^o du Code de l'éducation :

- Un représentant d'un établissement d'enseignement secondaire ;
- Un représentant de la ville de Tours.

Le représentant d'un établissement d'enseignement secondaire est désigné par ledit établissement, sur demande du ou de la Vice-Président.e en charge de la formation et de la vie universitaire.

Au titre des personnalités désignées par la Commission de la formation et de la vie universitaire à titre personnel, deux personnes seront proposées par le ou la Vice-Président.e en charge de la formation et de la vie universitaire. Les candidatures proposées feront chacune l'objet d'un vote en Commission de la formation et de la vie universitaire à la majorité absolue de ses membres. Si un candidat n'obtient pas la majorité absolue, le/la Vice-Président.e en charge de la formation et la vie universitaire propose un nouveau candidat.

La désignation des personnalités extérieures nommées à titre personnel permet de faire respecter la parité entre les femmes et les hommes au sein de la catégorie des personnalités extérieures. A défaut, il est fait recours au procédé prévu à l'article D. 719-47-4 du Code de l'éducation.

Le directeur du centre régional des œuvres universitaires et scolaires ou son représentant assiste aux séances. Il n'a pas de voix délibérative.

Article 28 :

Le conseil académique en formation plénière est consulté ou peut émettre des vœux sur :

- les orientations des politiques de formation, de recherche, de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle et de documentation scientifique et technique ;
- la qualification à donner aux emplois d'enseignant-chercheur et de chercheur vacants ou demandés ;
- la demande d'accréditation mentionnée à l'article L.613-1 ;
- le contrat d'établissement.

Il propose au conseil d'administration un schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap, qui couvre l'ensemble des domaines concernés par le handicap. Après avis du comité technique, ce schéma définit les objectifs que l'établissement poursuit afin de s'acquitter de l'obligation instituée par l'article L.323-2 du code du travail.

Il est consulté sur toutes les mesures visant à garantir l'exercice des libertés universitaires et des libertés syndicales et politiques des étudiants.

Article 29 :

Le conseil académique en formation restreinte est l'organe pour l'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs. Il délibère sur l'intégration des fonctionnaires des autres corps dans le corps des enseignants-chercheurs et sur le recrutement ou le renouvellement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche.

Article 30 :

Le pouvoir disciplinaire est exercé à l'égard des enseignants-chercheurs et des usagers par la section disciplinaire du conseil académique conformément à l'article L.712-6-2 du code de l'éducation et aux dispositions du décret relatif à la procédure disciplinaire dans les établissements publics d'enseignement supérieur.

Article 31 :

La commission de la recherche répartit l'enveloppe des moyens destinés à la recherche telle qu'allouée par le conseil d'administration et dans le respect du cadre stratégique de répartition défini par le conseil d'administration.

Elle fixe les règles de fonctionnement des laboratoires.

Elle est consultée sur les conventions avec les organismes de recherche.

Elle adopte les mesures permettant aux étudiants de développer les activités de diffusion de la culture scientifique, technique et technologique.

Article 32 :

La commission de la formation et de la vie universitaire est consultée sur les programmes de formation des composantes.

Elle répartit l'enveloppe des moyens destinés à la formation telle qu'allouée par le conseil d'administration et dans le respect du cadre stratégique de répartition défini par le conseil d'administration.

Elle adopte :

- le règlement des examens ;
- les règles d'évaluation des enseignements ;
- des mesures de nature à permettre la mise en œuvre de l'orientation des étudiants et la validation des acquis, à faciliter leur entrée dans la vie active, à favoriser les activités culturelles, sportives, sociales ou associatives offertes aux étudiants et à améliorer leurs conditions de vie et de travail ;
- des mesures visant à promouvoir et développer les relations entre la science et la société ;
- les mesures nécessaires à l'accueil des étudiants présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé.

III.5. LE COMITÉ TECHNIQUE

Article 33 :

Conformément aux dispositions du décret n° 2011-184 du 15 février 2011, le comité technique est composé de représentants de l'administration et du personnel.

Les représentants de l'administration sont :

- le Président de l'Université et le vice-président chargé des moyens, titulaires ;
- le directeur général des services et le directeur des ressources humaines, suppléants.

La représentation du personnel est assurée par 10 titulaires et 10 suppléants.

Article 34 :

Le comité technique est consulté sur les questions et projets de textes relatifs :

- à l'organisation et au fonctionnement des services ;
- à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences ;
- aux évolutions technologiques et de méthodes de travail des services et à leur incidence sur les personnels ;
- aux grandes orientations de la politique indemnitaire et à ses critères de répartition ;
- à la formation et au développement des compétences et qualifications professionnelles ;
- à l'insertion professionnelle ;
- à l'égalité professionnelle, la parité et à la lutte contre toutes les discriminations ;
- à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail ; il bénéficie du concours du comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail dans les matières relevant de sa compétence et peut le saisir de toute question ; il examine en outre les questions dont il est saisi par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;

Le comité technique est informé des incidences sur la gestion des emplois des principales décisions à caractère budgétaire.

IV. LE CONGRÈS

Article 35 :

Le congrès est formé par la réunion du conseil d'administration, du conseil académique et du comité technique.

Article 36 :

Le congrès se réunit au moins une fois par an. Le président lui présente alors un bilan annuel d'activité et les perspectives d'évolution.

Le congrès donne son avis sur toute question que lui soumet le président, qui le convoque alors en session extraordinaire sur un ordre du jour précis.

V. MODIFICATION DES STATUTS ET DISPOSITIONS DIVERSES

Article 37 :

Des modifications aux présents statuts peuvent être proposées sur l'initiative du Président de l'Université, du tiers des membres du conseil d'administration ou à la demande d'une de ses composantes. Elles doivent être adoptées à la majorité absolue des membres en exercice.

Les délibérations modificatives des statuts sont transmises au ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Article 38 :

Une annexe fixe la liste des structures créées par l'Université en application de la réglementation nationale ou pour participer à la prise de décision, ainsi que leur composition et leurs attributions. Toute modification de cette annexe ou du règlement intérieur de l'Université est approuvée à la majorité absolue du conseil d'administration.

VI. LISTE DES RÉVISIONS DES STATUTS ET ANNEXE

Révision n°1 : Délibération n°2016-86 – CA du 12 décembre 2016

Modification de conseils et comités mentionnés dans l'annexe aux statuts :

- création de la cellule de veille sociale ;
- création du comité numérique (suppression de la commission des TIC) ;
- création de la commission des marchés (suppression de la commission technique des marchés) ;
- modification de la composition de la commission de la formation des personnels ;
- modification de la composition du conseil culturel ;
- modification de la composition du conseil du CUEFEE.

Révision n°2 : Délibération n°2017-17 – CA du 3 avril 2017

Modification de la composition de la commission d'aide sociale

Révision n°3 : Délibération n° 2017-75 - CA du 13 novembre 2017

Insertion un nouvel alinéa à la fin de l'article 15 des statuts de l'Université de Tours :

Article 15 actuel :

La désignation des membres des conseils est régie par le code de l'éducation.

Pour l'élection des enseignants-chercheurs au conseil d'administration, chaque liste doit assurer une représentation d'au moins trois des quatre secteurs de formation de l'Université. Le rattachement s'effectue selon le critère des sections du Conseil national des universités :

- droit, économie et gestion (sections 1 à 6, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- lettres, arts, sciences humaines et sociales (sections 7 à 24, 70 et 71, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- sciences et technologies (sections 25 à 69, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- santé (médecine et pharmacie).

Dans les collèges des étudiants et bénéficiaires de la formation continue, les listes doivent assurer la représentation d'au moins trois des quatre secteurs de formation de l'Université. Le rattachement s'effectue selon le domaine de formation correspondant au diplôme préparé en inscription principale.

Les élections sont organisées par le président, assisté par le comité électoral consultatif.

Nouvel alinéa :

Le comité électoral consultatif est constitué comme suit :

- Le ou la vice-président.e du conseil d'administration, président.e du comité ;
- le ou la représentant.e du Recteur d'Académie ;
- le directeur ou la directrice des affaires juridiques ;
- le directeur ou la directrice des ressources humaines ;
- le ou la directrice de la vie étudiante ;
- des représentant.e des personnels et usagers désignés par et parmi chaque liste représentée au conseil d'administration.
- les délégué.es des listes des candidats lorsqu'ils sont connus.

Le secrétariat du comité électoral consultatif est assuré par la direction des affaires juridiques.

Révision n°4 : Délibération n° 2017-89 - CA du 18 décembre 2017

1. Modification du nom de l'Université :

À l'alinéa 2 de l'article 1 des statuts de l'Université, la phrase « Elle prend la dénomination d'Université François-Rabelais de Tours » est supprimée.

2. Modification de la représentation des personnalités extérieures au conseil d'administration :

À l'alinéa 2 de l'article 18 des statuts de l'Université, la mention « un pour la ville de Tours » est remplacée par « un pour Tours Métropole ».

Révision n°5 : Délibération n° 2018-06 - CA du 05 mars 2018

La présente délibération modifie les articles 26 et 27, concernant respectivement la composition de la commission de la recherche et la composition de la commission de la formation et de la vie universitaire.

1. Le tableau présent à l'article 26 est modifié afin de répartir les quatre sièges de représentants des doctorants au sein des quatre secteurs de formation enseignés à l'Université.
2. Le tableau présent à l'article 27 est modifié afin de répartir les seize sièges de représentants des usagers au sein des quatre secteurs de formation enseignés à l'Université.

Révision n°6 : Délibération n°2019-06 – CA du 04 mars 2019

La présente délibération modifie les articles 26 et 27, concernant respectivement la composition de la commission de la recherche et la composition de la commission de la formation et de la vie universitaire.

1. Le tableau présent à l'article 26 est modifié afin de :
 - permettre la représentation du collège des autres enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés ;
 - répartir les trente sièges de représentants du personnel entre les différents collèges représentés ;
 - répartir les vingt-six sièges de représentants des professeurs et assimilés, autres personnels habilités à diriger des recherches et docteurs n'appartenant pas à ces deux collèges précédents, au sein des quatre secteurs de formation enseignés à l'Université.
2. Le tableau présent à l'article 27 est modifié afin de répartir les huit sièges de représentants des professeurs et assimilés et les huit sièges de représentants des autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés au sein des quatre secteurs de formation enseignés à l'Université.

Par conséquent, l'article 23 est modifié comme suit :

Article 23 :

Le conseil académique regroupe les membres de la commission de la recherche mentionnée à l'article L712-5 du code de l'éducation et de la commission de la formation et de la vie étudiante mentionnée à l'article L712-6 dudit code.

La composition du conseil assure la représentation des quatre grands secteurs de formation et de recherche au sein de l'Université. Le rattachement s'effectue selon le critère des sections du Conseil national des universités :

- droit, économie et gestion (sections 1 à 6, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- lettres, arts, sciences humaines et sociales (sections 7 à 24, 70 et 71, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;

- sciences et technologies (sections 25 à 69, ainsi que les enseignants et chercheurs relevant des disciplines correspondantes) ;
- santé (médecine et pharmacie).

Pour les usagers, le rattachement s'effectue selon le domaine de formation correspondant au diplôme préparé en inscription principale.

Révision n°7 : Délibération n°2019-51 – CA du 30 septembre 2019

La présente délibération modifie les articles 5 et 24 des statuts qui concernent respectivement les actions de l'Université et la présidence du Conseil académique et de ses différentes formations.

1. A l'article 5, la phrase « assurer la formation tout au long de la vie, la validation des acquis de l'expérience et la promotion sociale, en lien notamment avec les milieux socio-professionnels » est remplacée par la nouvelle formulation suivante : « assurer la formation tout au long de la vie par la formation initiale, la formation continue et la formation par apprentissage ainsi que par la validation des acquis de l'expérience et la promotion sociale, en lien notamment avec les milieux socio-professionnels ».

2. A l'article 24, il est ajouté la mention suivante : « La formation restreinte aux enseignants-chercheurs du conseil académique est également présidée par le Président de l'Université ».

Révision n°8 : Délibération n°2020-47 - CA du 28 septembre 2020

En vertu du point 2° du paragraphe II. de l'article L. 712-3 du code de l'éducation, le collège des personnalités extérieures du conseil d'administration comprend « au moins un représentant des organismes de recherche, désigné par un ou plusieurs organismes entretenant des relations de coopération avec l'établissement ». Or, aucune disposition dans les statuts de l'Université ne précise le mode de désignation du représentant des organismes de recherche au sein du conseil d'administration. Il est proposé d'insérer dans les statuts une disposition précisant ce mode de désignation.

- à l'article 18 des statuts de l'Université, l'alinéa « Un siège est réservé à un organisme de recherche entretenant des relations de coopération avec l'Université. » est complété par les phrases suivantes : « Préalablement à la tenue du conseil d'administration devant procéder à la désignation des personnalités extérieures, l'Université demande aux organismes de recherche avec lesquelles elle entretient des relations de coopération (CEA, CNRS, CHRU, Inrae et Inserm) de s'entendre afin de désigner leur représentant au conseil d'administration. A défaut d'entente, la désignation s'effectue par tirage au sort. »

Révision n°9 : Délibération n°2021-40 - CA du 10 mai 2021

La présente délibération modifie les articles 16, 26 et 27 des statuts de l'Université afin de déterminer les personnalités extérieures siégeant au sein de la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) et de la Commission de la recherche (CR) :

- L'article 16 est modifié afin d'intégrer les dispositions réglementaires du code de l'éducation relatives à la désignation des personnalités extérieures des conseil et commissions et d'explicitier l'impossibilité pour une personnalité extérieure de

disposer d'un droit de vote pour élire des représentants au sein d'une instance délibérative interne à l'Université ;

- L'article 26 est modifié afin d'identifier les personnalités extérieures siégeant au sein de la Commission de la recherche ainsi que les modalités de leur désignation ;
- L'article 27 est modifié afin d'identifier les personnalités extérieures siégeant au sein de la Commission de la formation et de la vie universitaire ainsi que les modalités de leur désignation.

Révision n°10 : Délibération n°2021-50 - CA du 7 juin 2021

La présente délibération modifie les articles 11, 12, 23 et 24 des statuts de l'Université afin de disjoindre la présidence de l'Université de la présidence du conseil académique et de fixer les modalités de désignation du Président du conseil académique.

- L'article 11, relatif aux compétences du Président de l'Université, supprime la référence à la présidence du conseil académique ;
- L'article 12, relatif à la composition du bureau et à l'élection des vice-présidents, intègre le Président du conseil académique au sein du bureau, élargit le régime des incompatibilités au Président du conseil académique et simplifie la formulation portant sur les modalités de désignation des vice-présidents ;
- L'article 23, relatif à la composition du conseil académique, précise que le Président de l'Université assiste au conseil académique à titre consultatif, sauf lorsque ce dernier siège en formation restreinte aux enseignants-chercheurs ;
- L'article 24, relatif à la présidence du conseil académique, confie au Président du conseil académique le soin de présider cette instance ainsi que la commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) et la commission de la recherche (CR). Il explicite également les modalités de désignation du Président du conseil académique, la durée de son mandat. Enfin, il règle l'hypothèse d'une vacance de la présidence du conseil académique.

Révision n°11 : Délibération n°2022-03 - CA du 31 janvier 2022

La présente délibération a pour objet principal de mettre en conformité les statuts de l'Université avec la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance et la loi n°2020-1676 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur.

- L'article 5 est modifié afin de tenir compte de la transformation de l'école supérieure du professorat et de l'éducation en institut national supérieur du professorat et de l'éducation ;
- L'article 8-1 relatif aux composantes est modifié afin de transformer l' « UFR Études Supérieures de la Renaissance » en « UFR Centre d'Études Supérieures de la Renaissance » et afin de préciser les modalités d'approbation des statuts des composantes et de leurs structures internes ;
- L'article 8-2 relatif aux services communs est modifié afin de tenir compte de la transformation du service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé en service de santé universitaire ;

- L'article 11 est modifié afin d'intégrer les nouveaux pouvoirs reconnus au Président de l'Université par la loi n°2020-1676 du 24 décembre 2020 ;
- L'article 15 précise la durée et le début de mandat des élus et énonce les conséquences d'une perte de qualité par un élu et de vacance d'un siège. Il intègre également les évolutions opérées par la loi n°2020-1676 du 24 décembre 2020 ;
- L'article 16 précise le début et la fin du mandat des personnalités extérieures siégeant au sein des conseils ;
- L'article 19 complète les nouveaux pouvoirs reconnus au conseil d'administration par la loi n°2020-1676 du 24 décembre 2020 ;
- L'article 27 relatif à la commission de la formation et de la vie universitaire désigne une nouvelle personnalité extérieure.

Tableau récapitulatif des modifications proposées dans le cadre de la troisième phase de révision des statuts

Article des statuts concerné	Objet actuel de l'article	Textes de référence applicables (articles du Code de l'éducation etc...)	Modifications proposées	Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction proposée
Article 5	Objectifs de l'UT	Loi pour une école de la confiance du 28 juillet 2019	Remplacer ESPE par INSPE	Pour atteindre ses objectifs, l'Université de Tours propose, en mettant en œuvre les voies et moyens définis dans les présents statuts, de réaliser les actions suivantes : [...] -participer à la formation des maîtres et des formateurs, ainsi qu'à la recherche pédagogique en liaison avec le rectorat de l'académie d'Orléans-Tours et l'école supérieure du professorat et de l'éducation ;	Pour atteindre ses objectifs, l'Université de Tours propose, en mettant en œuvre les voies et moyens définis dans les présents statuts, de réaliser les actions suivantes : [...] -participer à la formation des maîtres et des formateurs, ainsi qu'à la recherche pédagogique en liaison avec le rectorat de l'académie d'Orléans-Tours et l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation ;
Article 8-1	Composantes	L. 713-1 C. éduc.	Remplacer "UFR Études Supérieures de la Renaissance" par "UFR Centre d'études supérieures de la Renaissance"	En application de l'article L. 713-1 du code de l'éducation et en vue des objectifs définis ci-dessus, l'Université de Tours est formée des composantes et services communs suivants : [...] - UFR Études Supérieures de la Renaissance ;	En application de l'article L. 713-1 du code de l'éducation et en vue des objectifs définis ci-dessus, l'Université de Tours est formée des composantes et services communs suivants : [...] - UFR Centre d'Études Supérieures de la Renaissance ;
			Contenu des statuts des composantes et modalités d'approbation		Ajout d'un 3e alinéa : Chaque composante détermine elle-même ses propres statuts, qui mentionneront notamment la composition de son conseil, son organisation et son fonctionnement. Ces statuts sont approuvés par le conseil d'administration. Les statuts des structures internes des composantes sont approuvés par le conseil de la composante.
Article 8-2	Services communs de l'UT	Délibération n°2018-55 du CA	Remplacer SUMPPS par SSSU	Article 8-2 : Services Communs [...] - Service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé ;	Article 8-2 : Services Communs [...] - Service de santé universitaire ;
Article 11	Pouvoirs du Pdt de l'UT	Article L. 712-2 du Code de l'éducation dans sa version applicable au 1er janvier 2021 (post LPR)	une délibération du CA peut donner compétence aux directeurs de composantes pour nommer les jurys d'examen: préciser dans les statuts que cela ne concerne que les jury d'examen	Il nomme les différents jurys. Il peut proposer au Conseil d'Administration une délibération confiant cette compétence aux directeurs de composante pour les jurys relevant de leur composante.	Il nomme les différents jurys. Il peut proposer au Conseil d'Administration une délibération confiant cette compétence aux directeurs de composante pour les jurys d'examen relevant de leur composante.
			Préciser que la délégation de compétences pour les questions de maintien de l'ordre doit se faire dans les conditions fixées à l'article R. 712-4 du code de l'éducation.	Il est responsable du maintien de l'ordre et peut faire appel à la force publique. Il peut déléguer cette compétence aux agents responsables des différentes implantations de l'université.	Il est responsable du maintien de l'ordre et peut faire appel à la force publique. Il peut déléguer cette compétence aux agents responsables des différentes implantations de l'université dans le respect des conditions posées à l'article R. 712-4 du Code de l'éducation.
			Présentation rapport sur l'exécution du plan d'action pluriannuel en matière d'égalité femmes hommes	Il installe, sur proposition conjointe du conseil d'administration et du conseil académique, une mission « égalité entre les hommes et les femmes ».	Il installe, sur proposition conjointe du conseil d'administration et du conseil académique, une mission « égalité entre les hommes et les femmes ». Il présente chaque année au conseil d'administration un rapport sur l'exécution du plan d'action pluriannuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Ce rapport est transmis, après approbation par le conseil d'administration, aux ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi qu'au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.
			rapport sur l'évolution de la situation professionnelle des personnes auxquelles l'université a délivré le diplôme de doctorat dans les 5 années précédents	A insérer	Il présente chaque année au conseil d'administration un rapport sur l'évolution de la situation professionnelle des personnes auxquelles l'Université a délivré le diplôme national de doctorat dans les cinq années précédentes. Ce rapport est transmis, après approbation par le conseil d'administration, aux ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche et au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.
			Plus de limite concernant la délégation de signature du Président envers des agents placés sous son autorité	Le président peut déléguer sa signature aux vice-présidents du conseil d'administration, aux membres élus du bureau, au directeur général des services et aux agents de catégorie A placés sous son autorité, ainsi qu'aux directeurs de composante, de service commun et général, pour les affaires qui les concernent	Le président peut déléguer sa signature à des agents placés sous son autorité. Il peut déléguer une partie de ses pouvoirs aux agents placés sous son autorité désignés pour exercer des fonctions de responsabilité administrative, scientifique ou pédagogique au sein de l'établissement, d'une composante ou d'une unité de recherche. Ces agents peuvent déléguer leur signature à des agents placés sous leur autorité.

Tableau récapitulatif des modifications proposées dans le cadre de la troisième phase de révision des statuts

Article des statuts concerné	Objet actuel de l'article	Textes de référence applicables (articles du Code de l'éducation etc...)	Modifications proposées	Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction proposée
			pouvoir de suspension d'une délibération de la CFVU ou de la CR pendant un mois si elle paraît entachée d'illégalité pouvant porter atteinte gravement au fonctionnement de l'établissement, avec demande de statuer à nouveau etc...	A insérer	Le président peut suspendre pendant un délai d'un mois la transmission prévue à l'article L. 719-7 des délibérations des commissions du conseil académique présentant un caractère réglementaire qui lui paraissent entachées d'illégalité de nature à porter gravement atteinte au fonctionnement de l'établissement ou aux modalités de délivrance des diplômes de l'enseignement supérieur. Dans ces cas, le président soumet une nouvelle proposition aux commissions qui délibèrent dans un délai qui ne peut être inférieur à huit jours ni supérieur à un mois. À défaut de nouvelle délibération ou s'il n'a pas été remédié par la nouvelle délibération aux irrégularités ayant motivé la suspension de la transmission, le président en informe l'autorité académique, qui arrête la décision.
Article 15	Dispositions électorales	L. 712-3, L. 719-1	Evolution sémantique	Dans les collèges des étudiants et bénéficiaires de la formation continue, les listes doivent assurer la représentation d'au moins trois des quatre secteurs de formation de l'Université	Dans le collège des usagers, les listes doivent...
			Préciser les règles en matière de fin de mandat des élus	A insérer après le troisième alinéa	Le mandat des élus des représentants des personnels est de quatre ans. Le mandat des élus des représentants des usagers est de deux ans. Les membres des conseils siègent valablement jusqu'à la désignation de leurs successeurs. Sous réserve de l'alinéa suivant, le mandat des membres des conseils court à compter de la date de publication des résultats des élections. Le mandat des membres du conseil d'administration court à compter de la première réunion convoquée pour l'élection du président. En cas de perte de la qualité pour laquelle la personne a été élue, de démission, de cessation de fonction ou pour toute autre cause, il est procédé par décision du Président à la désignation d'un suivant de liste qui est le premier non élu au sein de la liste de candidats à laquelle appartenait l'ancien élu. La personne désignée exerce les fonctions d'élus pour la durée du mandat restant à courir. Lorsqu'un représentant du collège des usagers cesse ses fonctions, la personne exerçant les fonctions de suppléant est nommée titulaire. La personne ainsi désignée exerce les fonctions d'élus pour la durée du mandat restant à courir. Le premier non élu de la liste de candidats à laquelle appartenait l'ancien élu devient alors suppléant dans l'ordre de présentation de la liste. En cas de vacance d'un siège, un nouveau membre est désigné pour la durée du mandat restant à courir, sauf si la vacance intervient moins de six mois avant le terme du mandat.
			Évolution de la dénomination de la Direction des affaires juridiques	Le secrétariat du comité électoral consultatif est assuré par la direction des affaires juridiques.	Le secrétariat du comité électoral consultatif est assuré par la direction des affaires juridiques et du patrimoine.
Article 16	Personnalités extérieures	L. 712-3, L. 719-3 et D. 719-42 et s.	Faire référence explicitement à l'article L. 712-3 dans le premier alinéa et rectifier le début et la fin d'exercice du mandat	Les personnalités extérieures sont désignées conformément aux dispositions de l'article L. 719-3, D. 719-42 et suivants du code de l'éducation. Leur mandat est de quatre ans. Il débute à compter de l'installation des représentants élus des personnels.	Les personnalités extérieures sont désignées conformément aux dispositions des articles L. 712-3, L. 719-3 et D. 719-42 et suivants du code de l'éducation. Leur mandat est de quatre ans. Il débute à compter de leur désignation, sauf pour les personnalités extérieures siégeant au conseil d'administration, dont le mandat court à compter de la première réunion convoquée pour l'élection du président, et se termine avec le mandat des représentants élus des personnels.
Article 19	Pouvoirs du Conseil d'administration	Article L. 713-3 du Code de l'éducation dans sa version applicable au 1er janvier 2021 (post LPR)	Précisions sur le contenu du bilan social	Il approuve le bilan social présenté chaque année par le président, après avis du comité technique .	Il approuve le bilan social présenté chaque année par le président, après avis du comité technique mentionné à l'article L. 951-1-1. Ce bilan présente l'évolution de l'équilibre entre les emplois titulaires et contractuels et les actions entreprises en faveur de la résorption de la précarité au sein des personnels de l'établissement. Les données et résultats de ce bilan sont examinés au regard des objectifs de gestion prévisionnelle des ressources humaines précisés par le contrat mentionné à l'article L. 711-1.

Tableau récapitulatif des modifications proposées dans le cadre de la troisième phase de révision des statuts

Article des statuts concerné	Objet actuel de l'article	Textes de référence applicables (articles du Code de l'éducation etc...)	Modifications proposées	Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction proposée
			Ajout de la validation du plan d'action pluriannuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Il adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap proposé par le conseil académique. Chaque année, le président présente au conseil d'administration un rapport d'exécution de ce schéma.	Il adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap proposé par le conseil académique et le plan d'action pluriannuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes . Chaque année, le président présente au conseil d'administration un rapport d'exécution de ce schéma et de ce plan d'action, assorti d'indicateurs de résultats et de suivi .
			Suppression des références à la COMUE	Il débat des orientations stratégiques de la COMUE, ainsi que les projets qui donnent lieu à un financement de l'Université et qui seront portés par les représentants de l'Université au sein du conseil des membres de la COMUE. Il approuve le contrat de site de la COMUE et la participation financière de l'Université au fonctionnement de la COMUE. Il délibère sur tout transfert de compétences et/ou de personnel.	Il débat des orientations stratégiques de la coordination territoriale , ainsi que des projets qui donnent lieu à un financement de l'Université et qui seront portés par les représentants de l'Université au sein de l'instance délibérative de la coordination territoriale .
			Suppression d'un alinéa inscrit deux fois	Il approuve, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, les prises de participation, les créations de fondations et de filiales prévues à l'article L 719-12 du code de l'éducation, l'acceptation de dons et legs, les acquisitions et cessions immobilières.	A supprimer
Article 27	Composition de la CFVU	L. 719-3	Remplacement du directeur académique des services de l'Éducation nationale, qui n'est pas une personnalité extérieure au sens de l'article L. 719-3 du code de l'éducation, par un représentant de la ville de Tours.	Au titre des organismes prévus à l'article L. 719-3, 1° du Code de l'éducation : -Un représentant d'un établissement d'enseignement secondaire ; -Le directeur académique des services de l'Éducation nationale ou son représentant.	Au titre des organismes prévus à l'article L. 719-3, 1° du Code de l'éducation : -Un représentant d'un établissement d'enseignement secondaire ; - Un représentant de la ville de Tours .